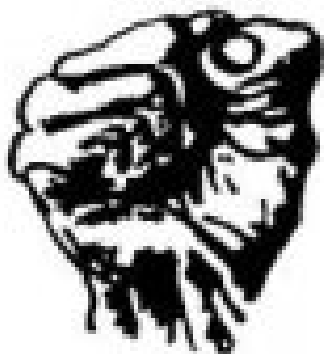


<http://ugtg.org/spip.php?article898>



# Hôtellerie : l'état et les politiques au service des patrons voleurs !

- Dossier spécial LKP - Secteurs mobilisés -



Date de mise en ligne vendredi 8 mai 2009

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

Journal en vente au tarif de deux euros. Contact : 0690 375 969

## Editorial



*Les travailleurs en lutte refusent de se résigner à n'exiger au mieux que des chèques - valises de plus en plus importants.*

*Ils entendent, avec leurs organisations, livrer le véritable combat pour l'essentiel : le droit à l'emploi, la dignité du travail, le refus des fermetures fondées exclusivement sur la pwofitasyon.*

*Les poursuites contre les grévistes mobilisés qui défendent le droit au travail et leur emploi en organisant des piquets de grève nous sont familières. Alors que ce sont les employeurs - souvent patrons voleurs dans ce secteur - qui engagent des procédures en fraude à la loi.*

*Mi jounal spésyal a UTHTR-UGTG, an solidarité épi travayé a tourizm é lotèlri ki an grèv, lisansyé, an chomaj pawtyel total... ki tout mènase dè lisansiman. Bay lavwa, bay lanmen, bay fòs pou pwan fòs !*

Tou panna que l'Etat, les politiciens locaux et le patronat font leurs Etats généraux, ils y a aujourd'hui près de 752 salariés menacés de licenciement dans les hôtels Pierre & Vacances, Manganao & Club Med, qui appartiennent tous trois à des grands groupes internationaux : Pierre & Vacances International, Nouvelles Frontières & Club Med International.

A l'instar de ce qui s'était passé il y a plus de quatre mois quand le tribunal de la cour d'appel de Basse-Terre a validé un holdup financier après la liquidation de l'hôtel Kalenda, alors que toutes les garanties et conditions de reprise étaient réunies. Et après la liquidation de l'hôtel Anchoage, tombé en redressement judiciaire le 6 juillet 2008 et liquidé le 31 juillet 2008 soit au total 160 licenciements.

Autrement dit, de juillet 2008 à avril 2009, en l'espace de moins de 10 mois, ce ne sont pas moins de 1000 salariés qui ont été licenciés ou qui sont menacés de licenciement. Ce qui représente, rapporté à la population française, près de 150 000 personnes qui sont dans une situation de misère, de détresse... victimes de la pwofitasyon.

Le tout avec le soutien et la complicité de l'état français, des politiciens guadeloupéens et de la justice qui

## **Hôtellerie : l'état et les politiques au service des patrons voleurs !**

---

soutiennent la politique dévastatrice du MEDEF, et qui leur dicte une politique d'éradication des forces sociales dans ce secteur, et visant à ratiboiser les travailleurs.

Ce qui signifie effectivement que dans la période actuelle, la meilleure réponse, la meilleure riposte que les travailleurs peuvent opposer à l'offensive patronale, c'est un engagement fier, massif et déterminé dans la lutte qui a démarré le 1er mai 2009 et qui se poursuivra notamment le 7 mai.

**UTHTR-UGTG,**

Mai 2009